Déclaration politique

Les personnalités signataires de la présente déclaration se sont réunies à Goma, du 10 au 11 octobre 2026.

Après avoir passé en revue la situation générale du pays, caractérisée par une crise profonde et multidimensionnelle, elles ont fait les constats ci-après :

1. La crise que traverse la République Démocratique du Congo est essentiellement endogène. Elle est due à l'irresponsabilité et aux mauvais choix du pouvoir de Kinshasa d'une part ainsi qu'à son illégitimité issue des élections chaotiques de 2023 d'autre part. Elle est marquée par les violations intempestives et intentionnelles de la Constitution et des lois de la République, la fragilisation des institutions, la persistance de l'insécurité, l'aggravation des tensions, la discrimination, le tribalisme, la xénophobie, la fracture de la cohésion sociale, les violations répétées des droits Humains et les libertés fondamentales ainsi qu'une gestion calamiteuse des ressources nationales avec comme conséquence, la détérioration continue des conditions de vie de nos populations ;

2. Sur le plan politique, le régime intolérant, en place à Kinshasa, est caractérisé par une marche rétrograde de la démocratie, l'instauration de la tyrannie et la pensée unique ; le non-respect des textes qui a abouti à la faillite de l'État et la

déconstruction des piliers régaliens ayant rendu le pays un espace de non droit ; la justice aux ordres est inféodée, instrumentalisée et asservie au pouvoir d'un homme, qui l'utilise comme un outil de l'oppression, des enlèvements, arrestations, séquestrations et détentions arbitraires des Officiers Généraux, Officiers supérieurs, subalternes et militaires, des opposants politiques, des journalistes, des activistes des droits de l'homme ainsi que tous les autres citoyens qui refusent la soumission et qui doivent choisir entre la prison, l'exil forcé ou le cimetière.

3. Sur le plan sécuritaire, Monsieur Tshisekedi a choisi la guerre au lieu de la paix, une guerre qu'il ne sait ni mener ni gagner. Il se contente d'assassiner, de massacrer, de bombarder indistinctement les civils sans défense en détruisant les infrastructures de base comme les écoles, les hôpitaux, les ponts, les églises, les marchés publics, etc. A cause des recrutement, formation, nominations et promotions ethniquement motivés, il a détruit l'outil de la défense et démantelé l'armée par la création et la légalisation des milices radicalisées à l'idéologie génocidaire, la distribution des armes aux civiles et la sous-traitance de la sécurité nationale aux armées étrangères et aux mercenaires en violation de différentes Conventions internationales relatives au recrutement et l'utilisation des mercenaires. En outre, il appuie, organise et intègre dans son armée, des éléments des groupes armés étrangers, les génocidaires FDLR et les extrémistes islamistes ADF. Avec un pareil rafistolage, ce pouvoir est incapable de mettre fin aux

massacres et de restaurer l'ordre et la sécurité en Ituri, à Beni et Lubero et dans d'autres territoires sous son contrôle

4. Sur le plan de gestion des ressources nationales, le régime en place s'est distingué par une économie de prédation. La corruption et les détournements des deniers publics ont atteint un niveau jamais égalé. Le pillage systématique des ressources, le bradage des minerais en échange de la survie du régime, la gabegie financière ainsi qu'une opulence scandaleuse d'une petite caste dirigeante qui, sans scrupule s'est approprié le revenu national au détriment du peuple et entrainant la paupérisation des masses ; L'envolée de la dette publique jusqu'au-delà de dix-huit milliards des dollars américains.

5. Sur le plan social, la République Démocratique du Congo figure à nouveau en tête de liste des pays les plus pauvres du monde ; Plus de 80 % de sa population vit sous le seuil de la pauvreté, la famine chronique, le taux très élevé de mortalité infantile et celui du chômage, frappent des millions des congolais ; la rareté ainsi que la mauvaise qualité des services de base tels que l'eau potable, l'électricité, l'éducation et les soins de santé primaires, prouvent l'incapacité de Monsieur Felix Tshisekedi Tshilombo de piloter une quelconque politique publique susceptible d'apporter des résultats positifs. L'espoir des lendemains meilleurs a disparu.

6. Au sujet de la cohésion nationale, le programme de la réconciliation et le processus de consolider l'unité nationale ont cédé la place à la promotion des discours de haine, financés et

véhiculés par les officiels. L'exploitation des identités à des fins politiques et le déni de la nationalité ont refait surface ; la discrimination sur base du faciès en particulier à l'égard des Tutsis, des langues, (cas des Rwandophones et Swahiliphones), l'anéantissement du peuple TEKE et la vassalisation du Katanga. Le tribalisme, népotisme et clientélisme assumés par ce régime de la honte, la création des tensions sociales et l'opposition des communautés, les unes contre les autres, sont à la base des déplacements massifs et entravent le retour des réfugiés.

7. A toutes les initiatives tendant à rechercher la paix, le régime en place à Kinshasa oppose un refus méprisant. Les négociations de Doha n'aboutissent pas faute de volonté politique et tous les engagements par lui, souscrits ne sont pas respectés, notamment, le Cessez-le-feu et la libération des prisonniers. A la place du dialogue national inclusif, Monsieur Tshisekedi convoque une messe noire avec ses amis de la saison. Toutes les professions de foi tendant à se donner désespérément une stature d'homme d'État responsable ne sont que des affabulations visant à se donner du temps pour relancer la guerre et prolonger la souffrance de la population.

8. Pour faire face à ce tableau macabre d'un pays en péril, les signataires ont décidé de mutualiser leurs forces, ressources et moyens aux fins de créer un cadre d'actions à travers lequel tous les Congolais à l'unisson vont entreprendre l'œuvre de la libération de leur pays. Ainsi, en vertu de l'article 64 de la

Constitution, qui dispose que « Tout congolais a le devoir de faire échec à tout individu ou groupe d'individus qui prend le pouvoir par la force ou qui l'exerce en violation des dispositions de la présente Constitution », ils ont créé, ce jour, un Mouvement Politico- militaire dénommé « FRONT POUR LA REFONDATION DE LA NATION », FRN en sigle.

9. Le Front pour la Refondation de la Nation a pour mission de fédérer et coordonner toutes les forces de résistance, afin de mettre un terme à la tyrannie, par tous les moyens y compris la force et de créer un nouveau cap et de nouvelles perspectives à donner au pays, en restaurant les fondamentaux, socles du bon fonctionnement d'une république.

10. Pour accomplir cette noble mission, Le Front se dote de 5 organes suivants : Le Collège des Fondateurs, le Conseil de la Révolution, le Président (et ses Vice-Présidents) et le Comité Exécutif. En attendant la mise en place complète, les signataires ont désigné à l'unanimité Monsieur Joseph Kabila Kabange, Président de la République Honoraire, en qualité de Président du FRN, Monsieur Corneille Nangaa Yobeluo et Monsieur Bertrand Bisimwa, en qualité de Vice- Présidents, le Général-Major Emmanuel Sultani Makenga, Chef d'État-Major Général de l'ARC, avec rang de Vice-Président, le Prof Freddy Rukema Kaniki, en qualité de Secrétaire Général et Coordonnateur du Comité Exécutif, Monsieur Benjamin Mbonimpa, en qualité du Secrétaire général adjoint et Coordonnateur adjoint du Comité

Exécutif et Monsieur Désiré Rukomera Rwigema, en qualité de Secrétaire Permanant du Collège des Fondateurs.

11. L'adoption et la signature du présent Acte met définitivement fin à l'existence de l'Alliance Fleuve Congo, AFC en sigle.
Le Front pour la Refondation de la Nation succède de plein droit à l'AFC.

12. Le Front pour la Refondation de la Nation relève, enfin, que la crise que traverse la République Démocratique du Congo n'est pas un simple différend passager entre des politiciens des tendances opposées. Elle n'est pas non plus que sécuritaire. Elle est à la fois politique, économique, sécuritaire, morale, institutionnelle, sociale et humanitaire. Une véritable menace existentielle qui pèse sur la République en tant qu'État et Nation. C'est à ce titre qu'il lance un appel vibrant à tous les Congolais dans leur diversité, de se lever, se joindre à lui, pour sauver le pays. En effet, le Front n'ambitionne pas d'obtenir une place dans un système en faillite. Il porte une alternative de refondation nationale. Il ne s'agit pas de remplacer un clan par un autre, mais de reconstruire un État capable de protéger, de rendre justice, de garantir la citoyenneté à tous, de redistribuer équitablement les richesses, d'assurer la réconciliation nationale, de garantir le retour digne des réfugiés ainsi que des exilés politiques et d'associer réellement les provinces aux décisions qui engagent leur avenir.

Il y a péril, ne pas agir c'est trahir.

Fait à Goma le 12/10/2026